

Le franc fort au temps de l'euro : le pragmatisme de la BCE et de la BNS vaut mieux que le dogmatisme de ceux qui les critiquent

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2019)**

Heft 2261

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020088>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

en appelle à «*la coalition des pays en bonne forme*» (fiscale s'entend), qui ne doivent pas s'en laisser conter par les Etats dispendieux et gourmands. Elle peut compter sur l'appui des pays scandinaves, de

Singapour, des Pays-Bas et de l'Irlande.

Les premières estimations du département fédéral des finances tablent sur des pertes

fiscales de 1 à 5 milliards de francs pour la Suisse. Peu de chose en réalité en comparaison des sommes engrangées des années durant au détriment des fiscs étrangers.

Le franc fort au temps de l'euro

Le pragmatisme de la BCE et de la BNS vaut mieux que le dogmatisme de ceux qui les critiquent

Jean-Pierre Ghelfi - 16 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35596>

[Mario Draghi](#) ne sera plus président de la Banque centrale européenne (BCE) à la fin de ce mois. Le moment semble propice pour [mettre en cause](#) la politique monétaire qu'il a appliquée. Manière de donner de la voix et d'«*accueillir*» Christine Lagarde, nouvelle présidente.

Ces voix critiques proviennent principalement d'Allemagne. On reproche surtout à la BCE de s'être écartée d'une politique conventionnelle, ou orthodoxe, dont la préoccupation principale, sinon unique, doit rester la stabilité des prix.

C'est bien dans cette optique que la BCE, créée le 1er juin 1998, a agi durant ses premières années d'existence. Mais la crise financière de 2007/2008 est passée par là et a en quelque sorte rebrassé les cartes.

La BCE, tout comme la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) et la Banque nationale suisse

(BNS), ont dû parer au plus pressé: éviter l'effondrement du système financier international. Il s'est agi ensuite de mettre d'abondantes liquidités sur les marchés. L'une et l'autre mesures tiraient les leçons de la crise des années 1930 qui, faute d'une intervention rapide et soutenue, avait plongé les économies dans une dépression profonde et durable.

L'euro, un choix politique

La BCE a de surcroît été confrontée à la crise de l'euro, en 2010/2011, liée à l'endettement considéré comme excessif des pays du Sud de l'Europe. Elle a fait ressortir la fragilité conceptuelle de l'euro, qui doit plus à des considérations politiques qu'économiques.

L'Allemagne voulait éviter que la réunification allemande consécutive à la chute du mur de Berlin ne fasse du mark la monnaie dominante, voire hégémonique, de l'Union

européenne. La France voyait dans la création d'une monnaie unique un moyen de favoriser une plus grande intégration des pays membres. Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, considérait que l'euro constituait une étape vers une Europe fédérale.

Il ne suffit pas de décider de créer une monnaie pour en assurer durablement un fonctionnement stable. Il faut aussi que cette monnaie ne soit pas tiraillée entre des politiques économiques et financières disparates. Le «*pacte de stabilité et de croissance*», adopté par tous les pays de la zone euro, vise précisément ce but. Il est cependant peu contraignant. Les politiques budgétaires restent de la compétence souveraine des Etats. Le pacte n'a donc pas empêché des dérapages. Plusieurs pays présentent régulièrement des excédents de dépenses proches de la limite supérieure autorisée - 3% de leur PIB.

Parmi les membres les plus importants de l'UE, l'Allemagne mène une politique de «*frein à l'endettement*». Son budget doit être équilibré. Elle ne prévoit pas de déroger à ce principe. L'Allemagne n'entend pas, en particulier, recourir à l'emprunt pour soutenir des programmes d'investissements importants. Même dans la période actuelle où le coût des emprunts est quasi nul. Ce refus de pratiquer une politique de relance économique est source de tensions et de récriminations. La volonté de rigueur de l'Allemagne est qualifiée d'égoïste. Inversement, cette dernière considère que plusieurs des autres pays ont des politiques laxistes.

Tel est le contexte dans lequel la BCE doit œuvrer. Sa politique monétaire expansionniste a évité jusqu'à présent que les différentes économies n'entrent en récession. Les mesures prises n'ont cependant pas empêché que le rythme de leur développement reste anémique et fragile.

La Suisse, alignée sur l'Allemagne

Les autorités helvétiques pratiquent un dogmatisme analogue à celui de leur grande voisine du nord dans les domaines du frein à l'endettement et de l'absence de programme d'investissements pour relancer la conjoncture.

La BNS, à l'instar de la BCE, fait aussi tourner la planche à

billets pour acheter des devises, avec l'objectif de contenir la hausse du franc pour ne pas prêter l'industrie d'exportation.

Ce n'est pas la première fois que la BNS est confrontée à ce problème. Dans la période instable de la deuxième moitié des années 70, lorsque les cours de change des monnaies s'étaient remis à flotter (fin des accords de Bretton Woods), le franc s'était envolé par rapport au dollar et au mark allemand — entre autres. La BNS avait alors, le 1er octobre 1978, fait savoir qu'elle «*achèterait aussi longtemps que nécessaire des devises sur le marché jusqu'à ce que le cours du mark allemand s'établisse nettement au-dessus de 80 francs pour 100 DM*». A quelques nuances près, le communiqué de la BNS [arrimant le franc à l'euro](#), en 2011, dit exactement la même chose.

De plus en plus intenable

Hier comme aujourd'hui, la politique financière de la Suisse est un décalque de celle de l'Allemagne. Elle n'entend pas non plus procéder à des emprunts pour financer des investissements importants. On pense bien évidemment à un programme de longue durée pour développer toutes les énergies renouvelables qui représenterait une contribution significative à la lutte contre le réchauffement climatique. La Suisse en aurait largement les moyens.

Nos autorités doivent, ou du moins devraient, aussi prendre

sérieusement en compte la situation de plus en plus intenable dans laquelle la BNS se trouve. Elle ne pourra indéfiniment assurer seule la stabilisation durable de la valeur de notre monnaie. Et sa pratique des taux d'intérêt négatifs menace de manière toujours plus évidente le fonctionnement du secteur financier — en particulier, mais pas seulement, des établissements de prévoyance vieillesse. Apparemment personne dans la Berne fédérale ne paraît se soucier de ce qui se passera lorsque la BNS n'en pourra mais.

Il est trop simple de critiquer l'action de la BCE sans offrir d'alternative lui permettant d'en rester au mandat qui lui est confié. Ce n'est pas la BCE qui en fait trop, ce sont les autorités politiques qui n'en font pas assez. Ce qui vaut au niveau européen vaut également, *mutatis mutandis*, pour la Suisse. Dans le contexte actuel, les deux banques centrales font avec les moyens du bord. L'on devrait plutôt leur être reconnaissant d'agir pour éviter une dérive économique qui pourrait avoir des conséquences douloureuses. Leur pragmatisme vaut bien mieux que le dogmatisme de ceux qui les critiquent.

Il serait tentant d'ironiser en rappelant que lorsque le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt. L'enjeu est beaucoup plus sérieux. Ce qui se joue est de savoir comment nos structures économiques peuvent continuer de

fonctionner avec un franc fort, qui, dans la durée, continuera de se renforcer, et quelles sont

les mesures que l'Etat doit prendre pour le permettre. Une question un peu analogue se pose au niveau européen: la

zone euro résisterait-elle à une remise en cause de la politique monétaire actuelle de la BCE?

Le Musée d'art de Pully présente la collection personnelle d'un grand artiste contemporain

«Zao Wou-Ki collectionneur», Musée d'art de Pully, jusqu'au 15 décembre

Pierre Jeanneret - 18 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35605>

La collection de Zao Wou-Ki (1920-2013), rassemblée dès son arrivée à Paris en 1948, a été offerte par sa veuve à une institution publique française. Elle est constituée de relativement peu d'achats. La plupart des pièces proviennent d'artistes qui furent ses amis et sont des dons ou des échanges. En parallèle, on trouvera un certain nombre d'œuvres du maître lui-même.

Ses premiers tableaux (portraits et natures mortes), datant de son installation en Occident, s'inspirent à la fois de Matisse et de Cézanne, sans oublier les leçons de l'art chinois acquises à Hangzhou. L'artiste n'a pas encore trouvé son style propre, mais ses compositions ne manquent ni de force ni de finesse. Puis Zao Wou-Ki évoluera vers l'abstraction lyrique.

Parmi les œuvres de ses amis, on remarquera celles d'Alfred Manessier, où l'on reconnaît la patte du créateur de vitraux. De Zoran Mušić, une pièce bien enlevée représente des

chevaux en Dalmatie. Quant à l'estampe de Chou Ling, elle rappelle l'art chinois le plus ancien de la Chine féodale puis de la dynastie Han.

Un certain nombre de pièces ont un rapport avec la Suisse, où Zao Wou-Ki a voyagé, avant de s'y installer. C'est ainsi qu'on trouvera dans l'exposition deux dessins de Giacometti. Puis l'artiste signe un contrat avec le galeriste Pierre Loeb (1951-56). Il y acquiert des œuvres de Picasso, Max Ernst, Georges Mathieu, ainsi que des sculptures. On admirera notamment les belles compositions presque monochromes de Helena Vieira da Silva, dont se rapproche une huile de Zao Wou-Ki, faite essentiellement d'une série de traits. Lors d'un séjour aux Etats-Unis, en 1957, il rencontre des peintres de l'école abstraite américaine, dont on peut voir les huiles vigoureuses et d'un chromatisme presque expressionniste de Joan Mitchell.

En France, Zao Wou-Ki se lie avec Pierre Soulages, dont toute l'œuvre se décline en noir. Un personnage burlesque de Jean Dubuffet montre l'intérêt de ce dernier pour l'Art brut, qu'il sortira véritablement de l'ombre.

Le deuxième étage du Musée met en relief son amitié avec le poète et peintre Henri Michaux. Certains de ses textes sont d'ailleurs accompagnés de lithographies de Zao Wou-Ki, où il revient à la figuration. Quant à l'œuvre graphique personnelle de Michaux, à l'encre sur papier, elle est de plus en plus faite de petits personnages qui finissent par se réduire à des taches. C'est à l'instigation du poète que Zao Wou-Ki se remet à l'aquarelle et au dessin sur papier.

Dans ses dernières années, il va travailler à des formats toujours plus grands. Dans deux œuvres de 2004, on retrouve des formes proches de la calligraphie chinoise. Et dans une immense aquarelle de 2007, on voit que l'artiste,